

<https://www.elcorreo.eu.org/MESURES-DESESPEREES-US-CONTRE-LE-CHILI>

MESURES DÉSESPÉRÉES US CONTRE LE CHILI

- Les Cousins - Chili -

Date de mise en ligne : mercredi 25 février 2026

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Outre les sanctions imposées à de hauts responsables du gouvernement de Gabriel Boric , les États-Unis ont menacé de révoquer le statut d'exemption de visa du Chili si le pays persiste dans son projet de câble sous-marin avec la Chine. Les experts consultés ont déclaré que les mesures US « semblent désespérées » et pourraient créer des difficultés au prochain président chilien.

Quelques jours avant la passation de pouvoir entre le président chilien Gabriel Boric et son successeur, José Antonio Kast, les tensions avec le gouvernement américain au sujet [d'un projet de câble sous-marin reliant le Chili et la Chine](#) placent les deux administrations dans une position difficile et créent une incertitude quant à la position géopolitique du Chili dans les années à venir.

Bien que le rejet du câble sous-marin par les États-Unis ait déjà été exprimé par leur ambassadeur, Brandon Judd, lors de rencontres avec des ministres du gouvernement Boric , Washington a décidé de passer à l'offensive et, en plus du message diplomatique, a ajouté des sanctions contre trois responsables chiliens, dont le ministre des Transports et des Télécommunications, Juan Carlos Muñoz.

Dans les trois cas, le secrétaire d'État US Marco Rubio a annoncé que les États-Unis avaient révoqué les visas des responsables et de leurs familles.

Mais il pourrait y avoir d'autres sanctions : lors d'une conférence de presse, Judd a laissé entendre que si le Chili poursuit son projet de câble sous-marin avec la Chine, le programme [Visa d'exemption \(Waiver\)](#), qui permet aux citoyens chiliens d'entrer sur le territoire américain sans avoir à demander de visa, contrairement aux autres pays d'Amérique latine, pourrait être compromis.

« Ce que l'ambassadeur a fait, c'est exacerber les tensions, car il passe maintenant de la question des sanctions personnelles contre de hauts responsables à une question plus générale de fortes pressions sur le Chili », a évalué l'analyste international chilien Gilberto Aranda, dans un entretien avec Sputnik.

L'expert a reconnu que les États-Unis « ont le droit souverain » de révoquer les visas des Chiliens, mais a souligné que cette position s'inscrit dans une « offensive » qui a déjà donné lieu à des épisodes similaires, comme l'enlèvement du président vénézuélien Nicolás Maduro ou la révocation, en 2025, des visas d'au moins 14 responsables costaricains. « Les États-Unis poursuivent une stratégie de réalignement, qu'elle soit volontaire ou forcée, par le biais de sanctions et de récompenses », a-t-il précisé.

S'exprimant également auprès de Sputnik, l'analyste politique chilien Simón Rubiños Cea a souligné que Washington perçoit la possibilité que le Chili relie la région à la Chine par un câble sous-marin comme une menace. Pour la Maison Blanche, cette possibilité « porte atteinte clairement les intérêts géopolitiques américains et le différend géopolitique avec la Chine », ce qui a conduit le pays à réagir par des sanctions, dans le but de « ramener les pays dissidents dans le droit chemin ».

Il a toutefois souligné que les sanctions imposées aux responsables chiliens et la menace d'une éventuelle suppression des exemptions de visa pour les Chiliens constituent des mesures « plus que disproportionnées, elles semblent désespérées ».

Le Chili n'est-il plus « le meilleur de sa catégorie » ?

Aranda, qui est également titulaire d'un diplôme d'histoire de l'Université du Chili, a estimé que, malgré ce que cela peut paraître au vu des dernières années, les frictions entre les États-Unis et le Chili ne sont pas sans précédent dans l'histoire.

« Il semble que personne ne s'en souvienne, mais il y a eu une déclaration de guerre qui n'a pas été traitée au Capitole en 1891 », a-t-il rappelé, faisant référence à la mort de deux marins américains de l'USS Baltimore lors d'une altercation à Valparaíso qui, alors que le Chili était en pleine guerre civile, a failli entraîner une déclaration de guerre des États-Unis contre le Chili.

Selon Aranda, pendant des années, les autres pays d'Amérique latine ont considéré le Chili comme *un modèle en matière* de respect des directives économiques de Washington. Cependant, l'analyste estimait que Santiago misait uniquement sur le libre échange comme instrument de développement. Si cette approche a longtemps coïncidé avec les intérêts américains, elle commence à susciter des inquiétudes à l'heure où le libre-échange est de plus en plus perçu avec suspicion par certains pays.

Le dilemme de Kast

Les deux analystes s'accordent à dire que, même si le profil idéologique du président élu Kast laisse présager [un alignement sur les États-Unis après le 11 mars](#), les choses pourraient ne pas être aussi simples pour le nouveau dirigeant chilien.

En réalité, Kast lui-même a évité de se prononcer catégoriquement lorsqu'il a été interrogé par la presse chilienne sur les sanctions et les tensions avec le gouvernement américain. « Nous traitons les questions internationales de manière appropriée avec les autorités compétentes. Il est impossible pour une seule personne de prendre des décisions dans ce domaine, et je crois que de nombreux points restent à éclaircir », a-t-il déclaré lors d'une conférence de presse.

Rubiños Cea a souligné que, deux semaines après son entrée en fonction, Kast et son cabinet « devront évaluer l'impact potentiel de l'autonomie stratégique sur le Chili ». Il a averti que, même s'il est peu probable que le nouveau président adopte une position conflictuelle envers Washington, « il doit veiller à ne pas rompre l'interdépendance économique du Chili avec la Chine », son principal partenaire commercial.

À cet égard, Aranda a averti qu'abandonner la Chine et le reste de l'Asie comme partenaires commerciaux « aurait des conséquences très importantes pour le Chili », compte tenu du rôle crucial que ces pays jouent actuellement dans l'économie chilienne. « Et je ne sais pas si les États-Unis sont disposés, de quelque manière que ce soit, à combler ce manque à gagner commercial », a-t-il ajouté.

Selon cet expert, la présence de Kast marquera un « réalignement en faveur des États-Unis », déjà perceptible, par exemple, dans sa participation au prochain sommet *du « Bouclier des Amériques »* réunira plusieurs présidents latino-américains idéologiquement proches de Donald Trump. Toutefois, la formation d'un gouvernement « plutôt peu politique et fortement technocratique » pourrait permettre au Chili de maintenir des liens commerciaux essentiels à son économie avec le géant asiatique.

[Sputnik](#) , le 25 février 2026

MESURES DÉSESPÉRÉES US CONTRE LE CHILI

Traduit de l'espagnol depuis [El Correo de la Diáspora](#) par : Estelle et Carlos Debiasi

[El Correo de la Diáspora](#). Paris, le 25 février 2026.